

RAPPORT N° 2022/2-04
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET

TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE PROGRAMME 2022 – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE DE L'AXE 10.3.5 « AMELIORATION DU RENDEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE» VOLET REACT UE DU POE FEDER 2014/2020 - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

L'amélioration des performances hydrauliques constitue un enjeu environnemental sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d'adduction en hausse, il s'agit de réduire au maximum les pertes en eau afin de réduire les prélèvements dans le milieu naturel et de maîtriser la consommation électrique liée à la production et à l'acheminement de l'eau vers les abonnés.

Dans le cadre du programme 2022 de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable de la CINOR, 9,6 km de réseau seront renouvelés sur les communes de Saint-Denis et de Sainte-Marie.

Le montant global de l'opération est de 5 500 000,00 € HT.

Puisque cette opération est éligible au volet REACT UE du programme opérationnel FEDER 2014-2020 de la Réunion, la CINOR souhaiterait solliciter une subvention auprès de l'Union Européenne.

La participation de L'Union Européenne s'établirait comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux	Montant (HT)
Union Européenne	Volet REACT UE du PO FEDER 2014-2020 Action 10.3.5 amélioration du rendement des réseaux d'eau potable	Totalité de l'opération	5 500 000,00 €	75 %	4 125 000,00 €

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le nouveau plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Volet REACT UE du PO FEDER 2014-2020 Action 10.3.5 amélioration du rendement des réseaux d'eau potable	75 %	4 125 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25 %	1 375 000,00 €
TOTAL (HT)		5 500 000,00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable programme 2022,
- autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de **4 125 000,00 €** auprès de l'Union Européenne au titre du volet REACT UE du POE FEDER 2014/2020 sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **1 375 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-04-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception en préfecture : 14/04/2022
Le Président
Maurice GIRONCEL
Communauté
intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

DECISION N°2022/2-04
du Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE PROGRAMME 2022 – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS EUROPEENNES AU TITRE DE L'AXE 10.3.5 « AMELIORATION DU RENDEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE» VOLET REACT UE DU POE FEDER 2014/2020 - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-04 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-04-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement pour les travaux de renouvellement du réseau AEP programme 2022.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
UNION EUROPEENNE Volet REACT UE du PO FEDER 2014-2020 Action 10.3.5 amélioration du rendement des réseaux d'eau potable	75 %	4 125 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	25 %	1 375 000,00 €
TOTAL (HT)		5 500 000,00 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de **4 125 000,00 €** auprès de l'Union Européenne au titre du volet REACT UE du POE FEDER 2014/2020 sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **1 375 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-04-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022